

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 33/3

2006

DOI: 10.11588/fr.2006.3.45405

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Anzeigen

Archives nationales, État sommaire des fonds d'archives privées. Séries AP (1 à 629 AP) et AB XIX, Paris (Archives nationales) 2004, 1377 S., ISBN 2-86000-306-1, EUR 75,00.

Um ihren gesetzmäßigen Auftrag zu erfüllen, sind die Archives nationales in Paris verpflichtet, ihre Sammlungen sukzessive zu ergänzen und den Forschern jene Hilfsmittel zur Verfügung zu stellen, die den Zugang ermöglichen. Von dieser doppelten Aufgabe zeugt auf beeindruckende Weise das von Suzanne D'HUART, Chantal DE TOURTIER-BONAZZI, Claire SIBILLE und Christine NOUGARET in jahrelanger Arbeit sorgfältig redigierte, detaillierte Findbuch zu der seit 1949 bestehenden Sektion »Archives privées«. Der mächtige Band erschließt 629 Einzelbestände der Serie AP (Umfang 3094 laufende Meter) und 82 Bestände der Serie AB XIX (357 lfm), die aus 13 Autographensammlungen bzw. 30 »papiers d'érudits« (S. 9) besteht: unter anderem Telegramme der Regierung Napoleons III. vom Juni/Juli 1870 sowie Nachlässe berühmter Wissenschaftler wie Albert Sorel, Marc Bloch und Robert Mandrou.

Die fundamentale Bedeutung der Serie AP liegt in der Vielfalt der abgegebenen Fonds, deren Namen sich wie ein Who's who der französischen Geschichte vom 11. bis 20. Jh. lesen. Ein besonderer Stellenwert kommt den Quellen aus dem Ancien Régime zu, etwa denen des Hauses Orléans oder der Madame de Pompadour. Für die Zeit der Revolution und des Kaiserreichs stehen die Bestände Napoléon I., Murat, Talleyrand, Fouché und Lafayette. Aus den Dossiers des 19. Jhs. stechen die Namen Guizot, Thiers, Ollivier und Favre hervor. Und das 20. Jh. ist mit Personen wie Alexandre Millerand, Paul Reynaud, Jules Moch oder Vincent Auriol, aber auch mit Parteiakten des Mouvement républicain populaire, der Union démocratique et socialiste de la résistance und des Parti socialiste unifié vertreten.

Jede Bestandsangabe informiert in systematisierter Form über die chronologische Spannweite und den quantitativen Umfang des Fonds, über die Modalitäten ihrer Aufnahme in das Archiv, über Benutzungsbedingungen und Reproduktionsbestimmungen; sie bietet ferner biographische Daten zu den Nachlaßgebern, eine Inhaltsangabe der Konvolute, Hinweise auf komplementäre Quellen und eine Liste jener Literatur, die bei der redaktionellen Bearbeitung verwendet wurden. Wie die Direktorin der Archives de France, Martine DE BOISDEFRE, im Vorwort zu recht hervorhebt, dürfen die »Archives privées« als »une source majeure de l'Histoire de France« gelten, die in besonderer Weise dazu geeignet sind, »de compléter les archives publiques en leur apportant une touche de particularisme et d'humanité qui peut corriger ou nuancer le caractère général et officiel des documents de l'Administration« (S. 7). Bleibt zu hoffen, daß die Nachlaßgeber und die Archives nationales stets ein offenes Ohr für die Benutzungswünsche der Historiker haben.

Ulrich LAPPENKÜPER, Friedrichsruh

Private Law and Social Inequality in the Industrial Age. Comparing Legal Cultures in Britain, France, Germany, and the United States, publié par Willibald STEINMETZ, Oxford (Oxford University Press) 2000, XII-565 p., ISBN 0-19-920236-2, GBP 65,00.

Actes d'un colloque organisé en décembre 1995 à l'Institut historique allemand de Londres, le présent ouvrage propose une analyse comparative de l'évolution de la loi privée depuis la Révolution industrielle jusqu'au début du XX^e siècle en France, Allemagne, Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le questionnement du colloque étant identique pour l'ensemble des participants, les frontières entre histoire sociale et histoire juridique s'estompent et ouvrent des perspectives qu'une analyse nationale de l'évolution juridique ne peut faire émerger car chargée de connotations liées à l'émergence de l'État-nation et sanctifiant ses fonds baptismaux. Le colloque devait montrer à quel niveau la loi privée empêche ou favorise l'égalité de tous devant la loi et le cheminement vers l'égalité de tous les citoyens. Et ceci entre quatre pays connaissant une évolution sociale et économique comparable, ayant cependant des traditions juridiques et des approches à l'égard de l'égalité très différentes. Si aux États-Unis l'interrogation sur l'évolution de la loi vient des juristes eux-mêmes, en Grande-Bretagne l'histoire sociale et l'histoire du droit ont une démarche commune, tandis qu'en Europe continentale se sont ou des historiens en sciences sociales ou des spécialistes du droit qui s'intéressent aux cinq thèmes retenus: le monde rural et les inégalités liées à la Révolution industrielle, les relations entre mari et femme depuis l'émergence du libéralisme, le monde économique et le capitalisme émergent, les biens immobiliers, le prêt.

«Tous égaux devant la loi» est une devise inscrite dans les constitutions des États-Unis et de la France, dès 1786, ce qui n'empêche guère qu'esclaves ou autochtones dans les colonies en soient exclus. Au même titre, la loi privée est calquée sur une société bourgeoise de producteurs autonomes (masculins) et néglige totalement, voire nie les droits des femmes. Dans le monde économique, le droit semble d'emblée être du côté des employeurs, voire aller à l'encontre des besoins des ouvriers les plus pauvres comme les premières lois interdisant et/ou réglementant le travail des enfants et des femmes. Les lois sociales peuvent paraître comme une injustice et être vécues comme une ingérence par les personnes destinataires. La protection du consommateur à l'égard du producteur est interprétée par ce dernier comme une infraction au libre jeu de l'offre et de la demande. Elle a pu être considérée comme une jurisprudence bourgeoise empêchant les plus démunis d'accéder à l'égalité devant la loi. Si les débats juridiques au cours de la période étudiée se ressemblent dans les quatre pays retenus, la solution juridique n'est cependant pas la même comme le montrent les différentes contributions. En Europe continentale, l'idée inhérente au débat juridique est qu'un État-providence doit garantir l'égalité sociale et économique de tous. Il est le garant d'une société égalitaire. Dans les pays anglophones la tradition va plutôt vers une *Common law* versus *Statute law*. Reste alors une zone d'ombre sur le recours effectif à la loi par les différentes classes sociales pour obtenir l'égalité. Les contributeurs constatent même que les nouvelles demandes d'égalité peuvent contribuer dans un premier temps à la création d'une loi plus injuste, phénomène décrit comme «flippability of the argument».

L'approche comparative du colloque révèle enfin ses propres limites, car l'état des sources n'autorise pas obligatoirement une approche identique. Pour exemple, en France les jugements rendus donnent peu d'informations sur les faits inhérents à l'affaire. En Allemagne, les juridictions étant très différentes d'un État à l'autre, et ils étaient nombreux, un travail comparatif s'avère quasi impossible. Longtemps négligée au profit du code pénal et de l'émergence de l'État-providence, la loi privée semble, selon les contributeurs, plus à même de nous renseigner sur les combats menés pour obtenir l'égalité de tous devant la loi.

Dagmar SOLEYMANI, Paris

Haim GOREN, »Zieht hin und erforscht das Land«. Die deutsche Palästinaforschung im 19. Jahrhundert, aus dem Hebräischen übersetzt von Antje Clara NAUJOKS, mit einem Vorwort von Mosche ZUCKERMANN, Göttingen, (Wallstein) 2003, 432 p. (Schriftenreihe des Instituts für deutsche Geschichte der Universität Tel Aviv, 23), ISBN 3-89244-673-3, EUR 44,00.

Cet ouvrage remarquable enquête sur la naissance de la »palestinologie« allemande. En effet cette partie négligée de l'orientalisme devient lentement un véritable champ disciplinaire qu'il faudra rapidement investir à l'échelle européenne. Traduit, fort bien, de l'hébreu, sept chapitres, souvent très neufs, détaillent les différentes institutions mises en place par les protestants et les catholiques, les pèlerins diplomates et les savants afin de découvrir et comprendre la Terre Sainte et particulièrement Jérusalem. Lorsque l'on sait que les trois premiers consuls de Prusse sont tous des orientalistes, il devient évident, si on les compare à leurs homologues français ou italiens, qu'ils offriront à leur gouvernement ainsi qu'à l'opinion éclairée de leur pays une autre image du Proche Orient. Frederick Hasselquist (lu par Kant), Carsten Niebuhr (aidé par J. D. Michaelis), Ulrich Jasper Seetzen et Johann Ludwig Burckhard sont les pionniers. Puis le dispositif articulant les universités (Leipzig ou Berlin) avec la Palestine est particulièrement bien expliqué: des diagrammes décrivent les réseaux allemands en Palestine (p. 25) puis ceux de Carl Ritter (p. 79), ceux de Christian Carl Josius von Bunsen (p. 357) et enfin de toute la recherche allemande avec ses revues, ces cercles d'études et les relais dans les médias. Les cartographes jouent un rôle nodal (J. H. Petermann, J. S. H. Kiepert) mais aussi les disciplines non théologiques, comme la médecine, la biologie et l'archéologie et même l'architecture (C. Schick), cette dernière encore très visible aujourd'hui. Comment ne pas mentionner le »Baedeker« dont la première édition date de 1875. Il sera régulièrement réédité, mis à jour et traduit dans plusieurs langues européennes. À partir de 1852 il y a une communauté allemande à Jérusalem dont certains s'occupent de créer une bibliothèque et publient dans les revues allemandes spécialisées. En 1877 est fondé le »Deutscher Verein zur Erforschung Palästinas« en 1877. Un an plus tard c'est la »Zeitschrift des Deutschen Palestina -Vereins« encore très actif. Mais il n'y a pas que les protestants qui sont des savants! L'évocation de la science catholique et bavaroise, notamment autour de Johannes Nepomuk Sepp est passionnante. Le lien entre la Bavière et la Terre Sainte mériterait à lui seul de long développements, comme ceux de l'Autriche et de la Suisse, très proches en la matière. Enfin ses efforts culmineront dans la fondation du »Deutsches Evangelisches Institut für Altertumswissenschaft des Heiligen Landes« créé formellement en 1898 mais de facto en 1902 lors de l'arrivée du premier directeur Gustav Dalman et des premiers boursiers. Une antenne de la »Görres Gesellschaft« sera établie en 1909 à Jérusalem. La somme des connaissances offerte à l'Europe par la palestinologie allemande est bien mise en valeur. Elle compte encore de nos jours. On pourra avec cet ouvrage la comparer plus facilement avec les investigations d'autres pays européens mais aussi des USA et de la Russie. Cet ouvrage fera date tant par sa clarté et son érudition que par les nouveaux chantiers qu'il aidera à mieux baliser afin de comprendre ce phénomène si difficile à cerner qu'est l'orientalisme.

Dominique BOUREL, Paris

Günter ERBE, *Dandys – Virtuosen der Lebenskunst. Eine Geschichte des mondänen Lebens*, Cologne (Böhlau), 2002, 346 p., ISBN 3-412-05602-2, EUR 24,90.

Dans une alternance de chapitres consacrés à l'Angleterre depuis la Régence et à la France depuis la Restauration jusqu'à la Grande Guerre, l'ouvrage commence par la biographie de George Brummel, figure emblématique du dandysme à Londres où l'on rencontre également le plus célèbre des dandys français, Alfred d'Orsay; deux maîtres de la mode, »maîtres du plaisir«, deux grands voyageurs. Alfred d'Orsay est d'ailleurs la synthèse parfaite du dandysme aristocrate et du dandysme artiste. L'éclat de la *High Society* et du monde des clubs éclipsent la réputation de la société française. Ces clubs sont assidûment fréquentés par des dandys écrivains, Byron, Disraeli, Edward Bulwer et bien d'autres. La mode vestimentaire byronienne fait fureur en Europe, conquiert les Salons parisiens où l'on croise le duc de Morny, Roger de Beauvoir, Lord Seymour ... Julien Sorel, l'alter ego de Stendhal, porte le dandysme comme un masque. Existe-t-il un meilleur chroniqueur et analyste impitoyable de ce beau monde que Balzac dans sa »Comédie humaine«, Balzac qui est à la fois objet et sujet du dandysme. Il y a, certes, d'autres dandys écrivains, Eugène Sue, sans grand style, Barbey d'Aurevilly, l'aristocrate désargenté, Baudelaire, le dandy nomade, le poète maudit.

Au tournant du XIX^e au XX^e siècle, le dandy anglais nouveau riche prend définitivement la place de l'aristocrate, l'Angleterre s'américanise. Beaucoup d'artistes et d'acteurs poussent l'esthétisme à l'extrême comme le peintre de la décadence Aubrey Beardsley, Oscar Wilde, Max Beerbohm et d'autres. À la Belle Époque, les Salons parisiens se vident peu à peu au profit des cafés, des restaurants, des boulevards où le public peut admirer les extravagances vestimentaires de ces messieurs, le Jockey Club est également un haut lieu de »parade«. Robert de Montesquiou, ami de Proust, organise de somptueuses fêtes à Versailles au service de l'art et de la beauté à l'instar de Boni de Castellane qui épouse une riche Américaine et de Charles Haas, riche héritier de la banque Rothschild qui a servi de modèle au personnage proustien Charles Swann. La Grande Guerre et la décomposition de la société sonnent le glas du dandysme. Qu'en reste-t-il à notre époque? La *Jet-Set* n'a plus le goût de l'élégance raffinée, tout grand couturier est obligé d'être un homme d'affaires; celui dont l'unique raison de vivre est l'élégance et l'oisiveté au culte de la beauté n'existe plus.

Marianne WALLE, Rouen

Agnès D'ANGIO, *Schneider et Cie et la naissance de l'ingénierie. Des pratiques internes à l'aventure internationale 1836–1949*. Préface de Henri LACHMANN, Paris (CNRS) 2000, 320 S. (CNRS Histoire), ISBN 2-271-05826-0, EUR 23,00.

1836 wird in Chalon-sur-Saône von Adolphe und Eugène Schneider, sowie dem Ingenieur François Bourdon der Grundstein für das internationale Unternehmen Schneider & Cie gelegt. Ursprünglich angesiedelt in der Schwerindustrie wird es im Laufe der Jahrzehnte zu einem Firmenkonglomerat mutieren, dessen Wurzeln bereits auf die Gründung zurückgehen. D'Angio zeigt in ihrer Habilitationsarbeit, daß die Firmengründer ganz gezielt ihre verschiedenen Kompetenzen zum Einsatz bringen. Es gilt, die vorhandenen Verbindungen zur Finanzwelt (Adolphe Schneider), die Beziehungen zur Geschäftswelt (Eugène Schneider) und die technischen Fachkompetenzen (François Bourdon) auszubauen. Dieser Handlungsansatz dient nicht nur der ersten Generation der Besitzer sondern auch ihren Nachfolgern als Leitmotiv. Dort, wo dieses Sachwissen oder Potential nicht vorhanden ist, wird es über Aufkäufe erworben, mit Hilfe von Patenten zugänglich gemacht oder über die Einstellung von diplomierten und/oder markterfahrenen Mitarbeitern dem Unternehmen Schneider & Cie zur Verfügung gestellt. Die Autorin erläutert anhand verschiedener Quellen, daß das Zusammenspiel von Finanzen, Innovation und Kompetenz

sich sehr schnell im Firmenorganigramm niederschlägt und zum internationalen Engagement von Schneider & Cie beiträgt.

Die Gebrüder Schneider und ihre Nachfolger zählen bei vielen Firmen, so z. B. den Eisenbahngesellschaften oder Banken, zum Vorstand, beeinflussen gegebenenfalls deren Entscheidungen, nutzen Insiderinformationen, um einen neuen Auftrag zu erwerben oder rechtzeitig Finanzmittel zu erhalten. Schneider & Cie wird auf diese Art und Weise Mitte des 19. Jhs. zum Marktführer im französischen Eisenbahnwesen, und dies ist nur ein Beispiel von vielen, die D'Angio aufführt: Brückenbau, Militärwesen, Schifffahrt, Stromwesen. Ihre Stärke ist eine schlüsselfertige Lieferung, z. B. im Eisenbahnwesen angefangen von Gleisen, über Lokomotiven, Wartungs- und Bahnhofshallen, bis hin zum notwendigen Werkzeug für die laufende Instandsetzung. Schneider & Cie vermarktet hier geschickt die betriebseigenen Innovationen, die zur Herstellung der Produkte notwendig sind. Die Firma amortisiert derart nicht nur die Herstellungskosten, sondern erwirbt bewußt technisches Know-how mit dem Ziel einer späteren Vermarktung. Wird der einheimische Markt zu klein, werden Güter und Kapital exportiert, ins europäische Ausland bis nach Rußland und in die Türkei, aber auch nach Südamerika, Nordafrika, China.

Diese Verzahnung von Innovation, Markteroberung und Ausbau der dominanten Marktstellung wiederholt sich bei jeder Erweiterung der Produktpalette, der die Organisation des Managements Rechnung trägt. Bereits die Generation der Firmengründer schafft mehrere Abteilungen, um der Auftragslage und der Markteroberung gerecht zu werden (Hoch- und Tiefbau, Rechtswesen, Buchhaltung), wobei Kompetenzbereiche und Hierarchien (Einkauf, Verkauf) der jeweiligen Geschäftslage angepaßt und verfeinert werden. Für D'Angio handelt es sich um eine erste Form des seit den 1960er Jahren als *engineering* oder »ingénierie« bekannten Prozesses. Aufbauend auf Studien verschiedener Spezialistenteams wird ein Industrieprojekt unter Einbezug verschiedener Aspekte (technischer, wirtschaftlicher, finanzieller und sozialer) geplant. Das filigrane Management bei Schneider & Cie erlaubt aber auch die weitverteilten Produktionszentren (Burgund, Normandie, Champagne) vorteilhaft einzusetzen, d. h. je nach Auftragslage auf eine Produktpalette zu spezialisieren oder alle Fabriken für die gleiche Herstellung zu mobilisieren.

D'Angio liefert hier eine Unternehmensgeschichte, das technische Know-how von Schneider & Cie skizzierend, um darauf aufbauend die Entwicklungen des Managements zu analysieren und die Firmenstruktur eines marktführenden, internationalen Betriebs zu erläutern.

Dagmar SOLEYMANI, Paris

Manfred GÖRTEMAKER, *Geschichte Europas 1850–1918*, Stuttgart (Kohlhammer), 2002, 298 p., ISBN 3-17-014446-4, EUR 24,00.

Görtemaker dont on connaît la précision et la justesse des analyses dans le domaine de l'histoire récente de l'Allemagne nous livre dans cet ouvrage une étude tout aussi intéressante des ruptures politiques, économiques et sociales qui ont façonné l'Europe de la seconde moitié du XIX^e siècle. En réaction à 1848, les ruptures furent d'une ampleur telle et dans un espace temporel extrêmement court que l'équilibre des grandes puissances, la constitution interne de leur système politique, les conditions de vie de leur population en furent bouleversés. Point de départ et question essentielle de cette étude: dans quelle mesure l'État-nation de type classique et à caractère européen était-il capable de résoudre les problèmes de son époque? Selon une thèse solidement ancrée dans les mentalités politiques, le nationalisme, après avoir dépassé l'absolutisme et remplacé les structures de domination monarchiques par un ordre nouveau, cet ordre de démocratie parlementaire a poussé chacun des États à forger son identité.

De nombreux ouvrages consacrés à cette même période expliquent la création et l'évolution successives des grands États-nations, la transformation des conditions de vie, l'ouverture de colonies ... Cet ouvrage insiste au contraire sur les relations interactives, c'est une coupe transversale des différents courants dont l'influence sur la politique intérieure et extérieure de chacun des États-nations fut prépondérante. L'étude comparative des sociétés européennes est inséparable de la pensée nationale et des nationalismes et c'est aussi en cela que consiste son originalité. Les puissances européennes s'engagèrent de bonne heure sur une voie dont les deux guerres mondiales furent l'aboutissement inéluctable, poussées par l'industrialisation de la guerre et la production d'armes de plus en plus sophistiquées donc de plus en plus dangereuses. À partir de 1919/20, l'ordre européen est resté profondément marqué par l'impossible réconciliation des nations. L'Europe est sortie brisée de la Grande Guerre qui devait être sa catharsis.

À marquer d'une pierre blanche: l'auteur est l'un des très rares historiens de cette époque qui a consacré un sous-chapitre à la situation sociale et économique des femmes, majorité numérique mais minorité existentielle, à la création d'associations revendiquant une meilleure formation et les droits les plus élémentaires pour elles ... en attendant qu'on leur consacre un chapitre entier!

Marianne WALLE, Rouen

Nikolaus BUSCHMANN, *Einkreisung und Waffenbruderschaft. Die öffentliche Deutung von Krieg und Nation in Deutschland 1850–1871*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht), 2003, 378 p. (Kritische Studien zur Geisteswissenschaft, 161), ISBN 3-525-35142-9, EUR 44,90.

Dans l'Allemagne de 1850 à 1871, le concept de »Nation« implique le concept de »Guerre«, l'un et l'autre interfèrent constamment. Quelle signification les sociétés confèrent-elles à la guerre pour leur propre évolution? Le fil rouge de cet ouvrage: tenter d'interpréter les différentes formes de guerre, leur empreinte sur les mentalités et les civilisations dans une époque de transitions sur fond permanent de conflits. Après l'échec des révolutions de 1848/49, la guerre devient un facteur décisif, indispensable à toute transformation politique en Europe: la guerre de Crimée, les conflits dans le Nord de l'Italie, les guerres germano-danoise, austro-prussienne, franco-allemande transformèrent la situation géopolitique et les structures de pouvoir sur le plan européen dans la longue durée – la guerre de 1863 ou l'honneur bafoué, la guerre fratricide de 1866 font l'objet de deux chapitres particulièrement instructifs qui font état des aspirations nationalistes de plus en plus fortes. Toute guerre crée une fraternité d'armes, une haine commune pour l'ennemi et contribue à ancrer la notion d'un ordre à l'intérieur d'une société. L'image forcément négative de l'ennemi facilite la mobilisation civile et militaire, base indispensable pour la construction d'une identité nationale: étude des antagonismes amis/ennemis, de la signification de la mort pour la patrie (la mort dont rêve tout homme?)

La presse dont le développement à partir des années 1860 connaît un boom spectaculaire fait de la guerre un ciment social, un événement mobilisateur des masses. L'auteur puise abondamment dans la presse régionale et suprarégionale, selon l'appartenance politique et confessionnelle des quotidiens, il analyse le discours patriotique de périodiques tels que les »Preussische Jahrbücher«, »Historisch-Politische Blätter«, »Preußisches Wochenblatt«, ou les faits tels qu'ils sont rapportés dans des magazines pour veillées des chaumières comme la »Gartenlaube«. Limites et controverses des interprétations de la guerre par les médias: considérée parfois comme un châtement divin, existe-t-il de »bonnes« guerres? Dans le quatrième chapitre, l'interférence religion/nation sacralise la guerre qui devient un idéal indispensable au progrès de toute civilisation. Peut-on légitimer une guerre puisqu'elle est défensive? L'industrialisation représente un bond prodigieux dans le perfectionnement de l'arme-

ment et dans l'élaboration des stratégies militaires, elle pousse à l'expérimentation des techniques surtout que la France, l'ennemi héréditaire depuis les guerres napoléoniennes et la menace slave encerclent l'Allemagne. La militarisation de la nation et la nationalisation de la conscience collective sont alors étroitement liées et la guerre devient l'écran idéal où se projettent, se mettent en scène toutes les nostalgies communautaires.

Marianne WALLE, Rouen

Das Kaiserreich transnational. Deutschland in der Welt 1871–1924, hg. von Sebastian CONRAD und Jürgen OSTERHAMMEL, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2004, 327 S., ISBN 3-525-36733-3, EUR 26,90.

Die Autoren des Sammelbandes setzen sich als Ziel, Aspekte der Geschichte des Kaiserreichs im Rahmen ihrer außereuropäischen Vernetzung und globalen Verflechtung pragmatisch und ohne aufgeregte Theoriedebatte darzustellen. Auf diese Weise soll die vorherrschende germanozentrische Nationalgeschichtsschreibung transzendiert und neuere Ansätze, wie sie die Geschichte der Internationalen Beziehungen, die vergleichende europäische Überseegeschichte, die postkolonialen Studien sowie die »kulturelle Wende« in den Kulturwissenschaften vorgegeben haben, aufgenommen und weitergeführt werden. Damit nehmen die Verfasser der Beiträge letztlich jene Forderung des Altbundespräsidenten Roman Herzog ernst, der auf dem Münchener Historikertag von 1996 gefordert hatte, neben der nationalen und europäischen Geschichte die globale Ebene nicht zu vernachlässigen. – War die Bülowische »Weltpolitik« schon ein Stück globaler Politik? Unzweifelhaft. Aber selbst die Bismarcksche kontinentale Perspektive verdeutlicht, daß sich deutsche Geschichte längst im globalen Rahmen abspielte.

Die Konzepte von »Weltpolitik« und »Lebensraum« stehen denn auch am Anfang der Analysen, wobei Woodruff D. SMITH mit einem Modernisierungsansatz die endogenen Deutungen der »Sozialimperialismus«-Verfechter zu überwinden sucht. Globalisierung stellt auch Niels P. PETERSSON in den Mittelpunkt seiner Betrachtungen zur Rolle des Kaiserreichs in den globalen Prozessen, gerade auch in deren Folgen der Auflösung von national verfaßten Gesellschaften. Beides, Globalisierungsprozesse bzw. Interaktionsnetze und zunehmende Nationalisierung sieht er als parallele Vorgänge, bezeichnet das Kaiserreich aber geradezu als »Globalisierungsvormacht«. Unter dem neueren Aspekt der »Rückwirkungen von Kolonialismus auf die Metropolen« untersuchen Andreas ECKERT und Michael PESEK in einem erhellenden Beitrag nicht nur europäische bzw. deutsche Disziplinierungsprozesse der Kolonisierten in Afrika, sondern auch die – gescheiterte – »Disziplinierung« der Kolonialeroberer. Einen lohnenden Vergleich zwischen den Kolonien in Ostafrika und den »Arbeiterkolonien« in Ostwestfalen stellt Sebastian CONRAD mit Blick auf die propagierte Kolonialformel »Erziehung zur Arbeit« an. Die Parallelen der Erziehungsmuster sind verblüffend – oder eben nicht.

Der »Andere«, »Fremde«, »Exot« bilden das Thema der mehr kulturgeschichtlichen Beiträge zu den Völkerschauen um 1900 (Alexander HONOLD) sowie über den sich verschärfenden Rassismus in der Ethnologie (Andrew ZIMMERMANN) und im Staatsrecht, wobei Dieter GOSEWINKEL mit gewichtigen Argumenten die Kontinuitätsthese vom kolonialen Rasserecht zu den Nürnberger Gesetzen in Frage stellt. Das gilt im übrigen auch für den erwähnten Beitrag von Conrad sowie, noch eindeutiger, für die fundierten Ausführungen von Gosewinkel über die »Rückwirkungen kolonialen Rasserechts« auf das Reich und Dirk VAN LAAKS grundsätzliche Auseinandersetzung mit der These von den Kolonien als »Laboratorien der Moderne«. Er konstatiert ein höchst differenziertes Beziehungsgeflecht von metropoler und peripherer Modernisierung. Rassische bzw. rassistische »Distinktion und Hierarchie« waren auch das hervorstechendste Merkmal der imperialistischen Frauen-

verbände im Kaiserreich (Birthe KUNDRUS). Eine interessante Perspektive nimmt Philipp THER ein, der den »kontinentalen« Imperialismus Preußen-Deutschlands von Polen aus betrachtet. Kolonialwaren, Migration und Kulturtransfer stellt schließlich David BLACKBOURN in den Mittelpunkt seines resümierenden, anregenden Beitrags.

Horst GRÜNDER, Münster

Lothar GALL (dir.), *Regierung, Parlament und Öffentlichkeit im Zeitalter Bismarcks. Politikstile im Wandel*, Paderborn (Schöningh) 2003, XII-280 p. (Otto-von-Bismarck-Stiftung, Wissenschaftliche Reihe, 5), ISBN 3-506-79223-7, EUR 90,00.

Tout changement du paysage politique entraîne un changement des comportements, de l'expression, du langage politiques à tous les niveaux: c'est la thématique du colloque organisé en octobre 2001 à Francfort-sur-le-Main par la Fondation Otto-von-Bismarck, dont les contributions sont présentées dans cet ouvrage.

La conception de l'action politique dans l'État-nation après 1871 s'est transformée au rythme de la prise d'intérêt et/ou de la participation d'un nombre croissant d'Allemands de toutes les couches sociales aux affaires de l'État. L'un des facteurs déterminants fut certes le droit de vote sans condition de fortune accordé aux hommes de plus de vingt-cinq ans, mais surtout la rapidité de la circulation des informations du fait de l'augmentation du nombre de journaux jusque dans les lointaines provinces. Bismarck avait parfaitement compris l'importance capitale de la presse dans la formation de l'opinion publique: l'étude très fouillée sur l'impact de ce média, »la locomotive des idées«, en fait foi. S'occuper des affaires politiques a cessé d'être une fonction purement honorifique, elle devint une carrière, une profession à part entière, ce qui entraîna inévitablement des changements notoires dans la structure et le programme des partis politiques. Les conservateurs, les nationaux-libéraux, le *Zentrum*, les sociaux-démocrates, chaque parti fait l'objet d'une analyse percutante des mutations progressives vers le »professionnalisme« des députés. Le prestige, l'autorité ne suffirent plus pour gagner des voix, le contenu et l'organisation des différentes campagnes électorales de l'ère bismarckienne dut changer radicalement. La nouvelle argumentation se fixait trois objectifs essentiels: stabilité, sécurité, grandeur nationale, d'où un langage nouveau, une symbolique reposant sur un accroissement industriel, économique digne d'une grande puissance, une politique étrangère s'appuyant sur une importante force armée, l'antisémitisme parmi d'autres thèmes.

Résistances contre un parlementarisme dont on craignait le poids sur le gouvernement, résistances et rejets même de certains milieux de la bourgeoisie, la couleur de l'époque bismarckienne est, selon Thomas Nipperdey, »grise avec d'infinies nuances«: un état autoritaire, certes, mais aux contours indéfinis, »un monde entre deux époques« (»ein Gebilde zwischen den Zeiten«). La mort de Frédéric et l'avènement d'un empereur immature ont empêché toute une génération d'hommes issue des années 1830-1840 de détenir des fonctions politiques de premier plan, d'être des médiateurs entre la »vieille« génération et celle dont va s'entourer Guillaume II.

Marianne WALLE, Rouen

Terence ZUBER, *German War Planning 1891–1914. Sources and interpretations*, Woodbridge, Rochester (The Boydell Press) 2004, IX–312 p., ISBN 1-84383-108-2, GBP 50,00.

Ce livre s'adresse essentiellement à des historiens (ou étudiants en histoire de langue anglaise) car le but de l'auteur est de présenter en anglais des documents concernant le fameux *Schlieffen-Plan* notamment à partir des pièces d'archives détenues en RDA et figurant désormais, depuis la chute du Mur au Bundesarchiv-Militärarchiv. De plus, on trouve également quelques extraits de critiques du Plan, revu par son successeur, le comte Helmuth von Moltke le jeune, en janvier 1906. Après 1919, Hans Delbrück fut un des critiques les plus acerbes du Plan et Terence Zuber présente de longs extraits d'un article publié dans les »Preußische Jahrbücher« (vol. 175, 1919), où Hans Delbrück met à mal ce qui passait pour un dogme. Des commentaires viennent éclairer le texte et le corriger grâce à des connaissances qui, bien sûr, ne pouvaient être accessibles à l'époque. En 1921, Delbrück reprit ses critiques dans un article également publié dans les »Preußische Jahrbücher« (vol. 183). Zuber, là encore, accompagne les extraits qu'il a choisis de commentaires fort utiles car ils permettent de relever les erreurs de jugement peut-être trop flagrantes de Delbrück, qui, comme bien d'autres, n'aurait jamais eu en main le *Denkschrift* originel du Plan Schlieffen. En fait, la version finale du Plan que l'on peut dater de 1911, fut »redécouverte« dans les années 50 par Gerhard Ritter qui fut le premier à le publier en allemand en 1956 seulement. Les copies originelles étaient restées en possession des filles du comte Alfred von Schlieffen de 1913 à 1931 et figuraient parmi les archives récupérées par les Américains ... Pourtant, en 1920, le général Hermann von Kuhl, qui fut en charge de l'exploitation des renseignements relatifs au potentiel de l'armée française avant 1914, fut le premier à donner une description publique du plan, et il paraît pour le moins étonnant que Delbrück n'ait pu en avoir connaissance ou n'ait pas jugé bon de s'y référer, ce que fit Ludendorff (»Deutsches Offiziersblatt«, 21 décembre 1920; janvier 1921). Quoi qu'il en soit, la lecture de ce qu'on peut appeler des études stratégiques parfois diamétralement opposées, donne une idée des remous profonds provoqués par la défaite des armées impériales en 1918 même si la reconnaissance de cette défaite – qui, pour certains de ces exégètes commença dès la bataille de la Marne – ne fut jamais clairement admise.

S'agit-il de nos jours, de querelles byzantines? Il y a fort longtemps que le plan de guerre allemand de 1914 a été analysé mais ce fut aussi pour en déduire d'autres principes d'application, ce que fit en particulier le général von Manstein en mai–juin 1940 pour la campagne de France, voir notamment la troisième partie du livre de Karl-Heinz Frieser »Blitzkrieg-Legende« (1995, p. 71). Le livre de Zuber a le mérite d'exposer les plans de campagne allemands de 1890 à la veille de 1914, y compris les estimations des forces françaises et les grands exercices d'état-major dirigés par Schlieffen et Moltke le jeune. Les conclusions auxquelles parvinrent ces deux stratèges dans l'éventualité, alors jugée inévitable, d'une guerre sur deux fronts, font preuve à la fois d'un réalisme politique marqué mais aussi d'une assurance, d'un optimisme fondés sur des perceptions hasardeuses du potentiel adverse: il s'agit d'études d'état-major (*Kriegsspiele*) purement militaires, basées sur l'obtention d'une décision rapide et brutale, (comme en France d'ailleurs) car mener une guerre qui aurait pu durer plusieurs années paraissait irréalisable. L'historien a beau jeu de se livrer à toutes sortes d'exégèses ...

La lecture attentive de tous ces voyages et travaux d'état-major exige une attention que seul le spécialiste possède, voire même une bonne dose de passion. Il faut rendre hommage à l'auteur de cet ouvrage d'avoir su maîtriser son sujet, partant, en présenter les aspects quelque peu ardu de manière rationnelle. Ajoutons, *last but not least*, que les traductions de ces textes allemands complexes en anglais parfait ajoutent à la qualité (pédagogique) de ce livre.

Marcel SPIVAK (†), Les Lilas

Gilles FEYEL, *La Presse en France des origines à 1944. Histoire politique et matérielle*, Paris (Ellipses) 1999, 192 S. (Infocom), ISBN 2-7298-4973-4, EUR 14,50.

Die französische Pressegeschichte von ihren Anfängen in der Frühen Neuzeit bis hin zur Katastrophe des Zweiten Weltkriegs in nicht einmal 200 Seiten zusammenzufassen, das scheint auf den ersten Blick nur zum Preis diverser Verkürzungen, Ungenauigkeiten und Pauschalisierungen möglich. Was hat sich im Laufe dieser Jahrhunderte nicht alles ereignet in politischer, technischer, stilistischer Hinsicht? Ganz abgesehen davon, daß Pierre Albert eine entsprechende Überblicksdarstellung für den Einsteiger bereits in der bewährten »Que sais-je?«-Reihe veröffentlicht hat. »Cui bono?« ist also die Frage, die sich einem angesichts des Bandes aus der Feder des Pressehistorikers Feyel geradezu aufdrängt.

Schon nach wenigen Seiten widerlegt er allerdings die genannten Einwände. In diesem Band gelingt ihm tatsächlich die Quadratur des Kreises. Mit akribischer Genauigkeit verfolgt er die technisch-materielle Entwicklung der Presse über die Jahrhunderte hinweg, vom Papier über Format, Layout und Illustrationen bis hin zum Fortschritt in der Drucktechnik und im Vertrieb. Mit der gleichen Genauigkeit verfolgt Feyel die Geschichte der staatlichen Pressekontrolle, egal ob es sich dabei um handfeste Vor- oder Nachzensur handelte oder aber um subtilere Formen der Gängelung wie die Stempelsteuer oder die Kautions für Neugründungen. Das alles wird aber nie zum Selbstzweck. Im Gegenteil: Feyel macht jederzeit deutlich, welchen Einfluß diese Faktoren auf die Inhalte der einzelnen Presseerzeugnisse, auf die Diversifizierung der Presselandschaft und auf die Entwicklung des Journalismus als solchem hatten. Daneben findet der Autor aber auch noch Zeit, Leben und Werk wichtiger Journalisten-Persönlichkeiten zu skizzieren – von Théophraste Renaudot über Émile de Girardin bis hin zu Georges Clemenceau oder Marcel Déat – und der oft schwer zu beantwortenden Frage nach der Leserschaft nachzugehen. Und noch etwas: Dank eines klaren, aber nie um übertriebene Nüchternheit bemühten Stils, hat der Leser trotz allen Detailreichtums nie das Gefühl, mit Fakten und Daten überhäuft zu werden. Hierbei dürfte Feyel natürlich seine langjährige Erfahrung als Professor am »Institut Français de Presse« zugute gekommen sein, an dem er alljährlich eben jenen Abschnitt der französischen Pressegeschichte in Form einer Vorlesung den Studenten nahebringt.

Wir haben es jedenfalls bei dem vorliegenden Band mit einem geradezu mustergültigen Beispiel einer Überblicksdarstellung zu tun: Auf Fakten ausgerichtet und dennoch nicht gänzlich auf Bewertungen verzichtend, detailreich und doch nicht überladen, präzise und doch gut leserlich formuliert. Sie stellt damit den idealen Mittelweg dar zwischen der minimalistischen Darstellung Pierre Alberts für »Que sais-je?« und der ausführlichen, vierbändigen »Histoire générale de la presse française«. Daß Feyel dabei auf Fußnoten gänzlich verzichtet und statt dessen auf sein Literaturverzeichnis verweist, mag man bedauern, ist unter den gegebenen Bedingungen allerdings durchaus als konsequent zu bezeichnen.

Andreas LASKA, München

Thierry FERAL, *Le nazisme – une culture? Essai étiologique*, Paris (L'Harmattan) 2001, 206 S., ISBN 2-7475-1716-0, EUR 16,80.

Die französische Geschichtsschreibung des Nationalsozialismus zeichnet sich seit jeher durch eine starke geistesgeschichtliche Tradition aus. Diesem Ansatz folgt Feral in seinem irreführend betitelten Buch, das sich keineswegs dem kulturellen Gehalt des Nationalsozialismus, sondern den vermeintlichen kulturellen Wurzeln des »Dritten Reiches« widmet. In drei Kapiteln, im wesentlichen chronologisch gegliedert, läßt Feral die Exponenten und Werke der deutschen Hochkultur aus Literatur und bildender Kunst, Philosophie und Sozialwissenschaft, Musik und Film Revue passieren, um sie auf Spuren eines antimodernen, revanchistischen und chauvinistischen Denkens abzusuchen. Dieses nämlich war sei-

ner Ansicht nach vornehmlich für den Aufstieg des Nationalsozialismus verantwortlich, und läßt sich am besten aus den kulturellen Hinterlassenschaften eines Volkes ablesen, während die wirtschaftliche und psychologische Verunsicherung breiter Bevölkerungsschichten, Rassismus, Republikfeindlichkeit und Führersehnsucht für Feral keine sonderliche Rolle spielten. Einem Zettelkasten ähnlicher als einer kulturhistorischen Untersuchung, kommen nun alle großen Namen der deutschen Kunst und Kultur zur Sprache, von Thomas Mann und Bertolt Brecht über Martin Heidegger und Ferdinand Tönnies bis zu Emil Nolde und Käthe Kollwitz. Doch bleibt es in der Darstellung über weite Strecken bei einem *Name dropping* auf hohem Niveau, die Darstellung kann das weit tragende Fazit nicht begründen: »Le fascisme est donc a priori un phénomène international latent dont l'éventuelle éclosion et la forme dépendent du contenu culturel des sociétés. S'il a pris en Allemagne la forme particulièrement sordide qu'on lui connaît, c'est que les structures caractérielles du peuple allemand étaient imbibées d'un contenu propice à une telle dérive« (S. 143). Um zu diesem Ergebnis zu kommen, daß nämlich der Volkscharakter der Deutschen für das Abgleiten in den Nationalsozialismus verantwortlich war, hätte der Leser besser zu den geistesgeschichtlichen Analysen von Edmond Vermeil aus den dreißiger und fünfziger Jahren des letzten Jhs. gegriffen.

Wolfgang DIERKER, Berlin

Revue d'histoire moderne et contemporaine, La violence nazie, études présentées par Jean SOLCHANY, Paris (Belin) 2000, S. 225–424 (Revue d'histoire moderne et contemporaine, 47/2), ISSN 0048-8003, EUR 22,86.

Der Band hat die wohl schrecklichste Dimension der nationalsozialistischen Gewaltherrschaft zum Thema: Es geht um die Vernichtung der europäischen Juden, und hier insbesondere um die Erforschung der Täter und ihres politischen Handelns. Von deutscher Seite stammen ein Forschungsüberblick aus der Feder eines der besten Kenner, Ulrich HERBERT, sowie eine Zusammenfassung der Untersuchung zum Genozid in Ostgalizien von Dieter POHL. Unter den etablierten französischen Autoren schreiben Pierre AYCOBERRY über die aktuelle Hitler-Geschichtsschreibung und Jean SOLCHANY über die Rolle der Wehrmacht im Unrechtsstaat. Besonderes Interesse verdienen zwei eigenständige Studien französischer Historiker: Diejenige von Michel FABRÉGUET über die »violence concentrationnaire«, die ein traditionell stark vertretenes Forschungsthema der französischen NS-Geschichtsschreibung aktualisiert, sowie der Beitrag von Hervé JOLY über die Degussa-Tochter Degesch (Deutsche Gesellschaft für Schädlingsbekämpfung) und das von ihr hergestellte, in den Vernichtungslagern benutzte Gift Zyklon B. Alle diese Beiträge dürften besonders für die französische Leserschaft nützlich sein, weil sie den aktuellen Forschungsstand darlegen und spezifisch französische Interpretationen vorstellen. Der Beitrag des jungen Historikers Christian INGRAO über die Führer des Sicherheitsdienstes der SS (SD) wiederum wird auch die internationale Forschung anregen. Seine Untersuchung des biographischen Hintergrunds von 80 SS-Führern der Jahrgänge 1900–1910 zeigt, in welchem Ausmaß frühe, ideologische Radikalität und äußerste Militanz und Gewaltbereitschaft den Weg in die Einsatzgruppen vorprägten und die führende Rolle dieser SD-Offiziere in der nationalsozialistischen Vernichtungspolitik erklären helfen.

Wolfgang DIERKER, Berlin

Faire l'histoire des entreprises sous l'Occupation. Les acteurs économiques et leurs archives, textes éd. par Hervé JOLY, Paris (Comité des travaux historiques et scientifiques) 2004, 373 S., ISBN 2-7355-0559-6, EUR 23,00.

Ist es häufig schon für die inländische Forschung schwer, sich einen Überblick über die Archivbestände der Wirtschaft zu verschaffen, verstärken sich die Schwierigkeiten bei Recherchen im Ausland, wo zumeist völlig andere Überlieferungsstrukturen und -traditionen vorherrschen. Um so höher ist der Nutzen genereller Bestandsübersichten oder spezieller Inventare anzusehen, die die Planung, Durchführung und Erfolg der Archivreisen erleichtern und verbessern. Dieses Diktum gilt besonders für die Erforschung der deutschen Besetzung Frankreichs im Zweiten Weltkrieg; einem Thema, dem sich die Wirtschafts- und Zeitgeschichte in der letzten Zeit verstärkt widmet¹ und das häufig nur durch die Berücksichtigung der Quellen in beiden Ländern adäquat zu bearbeiten ist.

Daher ist es erfreulich, daß sich die erste Tagung des Groupement de Recherche Nr. 2539 »Les entreprises françaises sous l'occupation«² der Frage nach der momentanen Archivsituation der Wirtschaft in öffentlichen Archiven widmet. In den einzelnen Artikeln beschreiben sowohl Archivare, als auch Zeit- und Wirtschaftshistoriker relevante Bestände verschiedener Archive nach mehreren Sachgesichtspunkten. Dabei werden sowohl Bestände der Finanzbehörden, Banken und regionaler Unterbehörden des Industrieministeriums als auch der Arbeitgeberorganisation (Metallurgie, Bau und Transport) oder der französischen Kultur- und Propagandaministerien berücksichtigt. Zudem beschäftigen sich mehrere Artikel mit der Überlieferung der Arierungsbehörden sowie verschiedener Wiedergutmachungs- und »Säuberungs«-Bestände (Archives de l'Épuration). Neben den thematischen Zugang in französische Archive bietet der vorliegende Band zudem auch eine Übersicht über die wichtigsten relevanten Archivalien deutscher Institutionen des Bundesarchivs in Berlin-Lichterfelde (Reichsministerien u. a.), des Militärarchivs Freiburg (Militärbefehlshaber Frankreich) und des Sonderarchivs in Moskau (Auslandsabteilungen des Reichswirtschaftsministeriums u. a.). Ergänzt werden die Bestandsbeschreibungen schließlich durch einen Anhang mit einem ausführlichen Inventar relevanter Akten des Bundesarchivs Berlin und des Sonderarchivs Moskau sowie einem Überblick der wichtigsten Bestände des Bestands AJ 40 »Militärbefehlshaber« in den Pariser Archives nationales bzw. des Freiburger Militärarchivs zum Thema³.

Insgesamt ist dieser Band ein äußerst hilfreiches Mittel für die Archivarbeit zur Entwicklung der Wirtschaft und Unternehmen im besetzten Frankreich und man darf sich daher auf die Publikation einer weiteren Tagung des GDR freuen, der sich mit den Archivbeständen der Unternehmen für das Thema der deutschen Besetzung Frankreichs beschäftigen wird⁴.

Ralf BANKEN, Frankfurt a. M.

- 1 Siehe hierzu den Bericht der deutsch-französischen Tagung »Deutsche und französische Unternehmen während des Zweiten Weltkrieges« vom November 2003 in H-Soz-Kult: <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/tagungsberichte/id=370>.
- 2 Siehe zum GDR: <http://gdr2539.ish-lyon.cnrs.fr/>.
- 3 Siehe hierzu auch die mittlerweile publizierten Findbücher Frankreich und Belgien unter deutscher Besetzung 1940–1944. Die Bestände des Bundesarchiv-Militärarchivs Freiburg, hg. von Stefan MARTENS, bearb. von Sebastian REMUS, Stuttgart 2002 sowie La France et la Belgique sous l'occupation allemande 1940–1944. Les fonds allemands conservés aux Centre historique des Archives nationales. Inventaire de la sous-série AJ 40, Paris 2002.
- 4 Siehe ansonsten die Bestandsübersicht über die französischen Unternehmensarchive: Association des Archivistes français, coordonné par Roger NOUGARET, Guide des services d'archives des entreprises et organismes du monde du travail, Paris 1998.

Günther WEISENBORN, *Une Allemagne contre Hitler*. Traduit et adapté par Raymond PRUNIER. Préface d'Alfred GROSSER, Paris (Kiron, Éditions du Félin) 2000, 392 p. (Collection Résistance. Liberté-Mémoire), ISBN 2-86645-551-7, EUR 8,90.

Ce livre est la traduction de »Der lautlose Aufstand« (La Révolte silencieuse) compte rendu de la résistance du peuple allemand, 1933–1945, publié en Allemagne par Rowohlt en 1953. La présente édition reprend le texte paru en livre de poche, en octobre 1962. L'itinéraire de l'écrivain et dramaturge Günther Weisenborn (1902–1969) est captivant. Sous la République de Weimar, il cherche sa voie entre expressionnisme et »nouvelle objectivité«, défend une sorte de socialisme éthique dans ses premières pièces, collabore épisodiquement avec Brecht. Au début du III^e Reich, il s'efforce d'échapper à la censure en publiant sous un pseudonyme avant d'entrer dans la résistance au nazisme en intégrant la section berlinoise du groupe Harnack/Schulze-Boysen. On sait que le rôle de ce groupe de résistants a été abusivement réduit à celui d'une organisation d'espionnage à la solde de l'Union soviétique, que la *Gestapo* avait nommée l'»Orchestre rouge«. Arrêté en 1942, Weisenborn passe trois années en prison, puis s'applique, après-guerre, à perpétuer la mémoire de la résistance allemande tout en s'efforçant de rester, dans un esprit »antifasciste«, un médiateur entre les deux Allemagnes.

Pour mesurer la nature et la portée du livre qui nous est ici présenté dans la Collection »Résistance. Liberté-Mémoire«, il faut se rappeler la date de sa première parution: 1953. Les résistants allemands n'ont pas bonne presse dans la jeune République fédérale, ils se heurtent soit à l'indifférence, soit à l'hostilité de la société allemande en ces temps de »restauration«. Il faudra attendre le discours du Président Heuss en 1954 pour qu'hommage soit rendu aux résistants allemands, plus précisément à la conjuration du 20 juillet 1944 qui en reste le symbole. La résistance du peuple dans ses couches plus profondes n'était guère prise en considération. Il est donc vrai, comme le souligne Alfred Grosser dans sa préface, qu'au moins jusque dans les années 1960, le livre de Weisenborn demeurait la présentation la plus complète de la résistance allemande. Il suffit de jeter un coup d'œil au sommaire pour s'en convaincre: Les formes de résistance; L'opposition des milieux religieux; L'opposition des citoyens; La résistance dans l'armée; La Résistance des ouvriers; Le rôle des intellectuels.

Cela dit, il s'agit plus d'un livre de mémoire que d'histoire. L'ouvrage a été élaboré à partir de documents rassemblés par Ricarda Huch et Walter Hammer, lequel a également participé, avec Guntram Prüfer, à sa rédaction. L'auteur a voulu réaliser »une présentation complète et objective« de la Résistance à Hitler. De fait, un certain nombre d'informations qu'il fournit n'ont pas été remises fondamentalement en question par la recherche ultérieure. On sait que celle-ci a pris des proportions considérables, resituant le phénomène des résistances allemandes à Hitler au sein de la culture politique allemande et de son évolution. On ne trouvera chez Weisenborn que quelques germes de ce travail critique. Mais les faiblesses de son livre font aussi sa force. Les documents, qu'ils s'agissent de rapports de la *Gestapo*, de proclamations de la résistance elle-même ou de témoignages personnels des résistants, devenus souvent des victimes, nous sont livrés en quelque sorte bruts et ont la prégnance de données immédiates. Leur accumulation, le vécu qu'ils traduisent, ne laissent pas d'impressionner et d'émouvoir au point que le lecteur en vient à oublier qu'en réalité la résistance allemande a non seulement été une résistance silencieuse mais aussi une résistance sans peuple. C'est l'impression inverse que voulait bien entendu susciter Weisenborn dans les années cinquante pour de l'oubli une résistance qui a sauvé l'honneur du peuple allemand mais est restée très minoritaire. Son livre reste aujourd'hui encore un livre utile, montrant à quel point histoire mémorielle et histoire scientifique peuvent et doivent se nourrir mutuellement.

Gilbert MERLIO, Paris

Claude DOKTOR, 1940–1944. Les ennemis de l'intérieur dans la France occupé, Paris (L'Harmattan) 2004, 210 S., ISBN 2-7475-5783-9, EUR 19,50.

Es gibt Bücher, die sich schwer einordnen lassen. Das vorliegende ist ein solcher Fall. Der Autor -pensionierter Arzt und Hobbyhistoriker – hat sich die weitgehend übereinstimmenden Feindbilder des Vichy-Regimes und des deutschen Besatzers während des Zweiten Weltkriegs zum Thema genommen. Vor allem Juden, Kommunisten und – die in der heutigen Forschungen häufig vernachlässigten – Gaullisten waren die Zielgruppen der Verfolgungen des État français sowie der deutschen Besatzungsorgane. In kurzen Kapiteln werden die Entscheidungsträger und die wichtigsten Erlasse und Gesetze zur Diskriminierung und Verfolgung der »ennemis de l'intérieur« vorgestellt und kurz analysiert. Das Thema und die Kernaussagen sind somit nicht neu. Auch die magere Bibliographieliste von gerade einmal neun Titeln läßt von vornherein nicht die Vermutung aufkommen, daß es sich hierbei um einen zentralen Beitrag zur Forschungsdiskussion über Vichy und die deutsche Besatzungszeit handelt. Daran können auch mehrere Akten aus den Archives nationales und dem Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) nichts ändern.

Nun ist diese Tatsache per se noch nicht unbedingt ein Kritikpunkt. Schließlich muß nicht jedes neue Buch ein umwälzender Beitrag zur historischen Debatte sein, denn selbst die professionelle Historikerzunft reproduziert ihre Erkenntnisse in Sammelbänden oder Überblicksdarstellungen. Allerdings erhofft sich der Leser bei solchen Arbeiten Gedanken- anregungen. Diese Erkenntnisse bleiben in dem vorliegenden Buch aber leider aus, da Doktors Ausführungen häufig zu holzschnittartig und zu wenig originell sind. Und auch beim historischen Laien dürfte es wenig Anklang finden. Zwar hat der Autor eine Reihe interessanter zeitgenössischer Bilder und Plakate sowie Faksimile von deutschen und französischen Originaldokumenten zusammengetragen, doch wurden sie leider häufig in einer schlechten Qualität abgedruckt und wirken somit nicht gerade anregend. Dieses Manko kann man freilich nicht dem Autor anlasten, sondern muß dies vielmehr dem Verlag in Rechnung stellen. Dazu gehört auch das wenig sorgfältige Lektorat, das sich in mehreren Rechtschreib- und Interpunktionsfehlern niederschlägt.

Das Buch läßt sich zwar nicht unbedingt als schlecht, wohl aber als äußerst simpel bezeichnen. Einem Fachmann bietet es keine neuen Erkenntnisse und für ein Laienpublikum ist die Aufmachung zu amateurhaft. Vielleicht hätten Verlag und Verfasser sich einmal zuvor über die Intention der Veröffentlichung absprechen sollen.

Peter LIEB, Sandhurst

Suzanne MAUDET, Neuf filles jeunes qui ne voulaient pas mourir. Récit de l'évasion de neuf déportées, Leipzig-Colditz, 14–21 avril 1945, Paris (arléa) 2004, 135 S., ISBN 2-86959-656-1, EUR 16,00.

Im April 1945 ergreifen neun junge Frauen, darunter die Verfasserin, im Angesicht des Todes die sich ihnen bietende Gelegenheit am Ortsausgang von Oschatz in Sachsen, ihr Leben zu retten. Sie entfliehen einem Todesmarsch von KZ-Häftlingen und finden mit Glück, Geschick, Chuzpe und einem unbeugsamen Optimismus ins Leben zurück. Anders als viele Erlebnisberichte zu dieser Thematik ist der Tenor dieser Schilderung nicht Menschenverachtung, Leid und Tod, sondern dieses Buch bringt einen unbändigen Lebenswillen gepaart mit Kühnheit und Sarkasmus zum Ausdruck. Als es den Frauen auf dem Todesmarsch gelingt, ein Kleid zu organisieren, beschreibt die Verfasserin es wie folgt: »la robe simple et pratique que vous voudrez toutes, Mesdames, pour faire vos courses du matin« (S. 3). Der hier an den Tag gelegte Galgenhumor, darf den Leser nicht hinwegtäuschen über das erlittene Leid und das bedrückende Elend, dem diese jungen Frauen auf ihrer Flucht ins Leben ausgesetzt waren. Die Gruppe, die sich aus sechs Pariserinnen, zwei Holländerinnen und einer Spanierin zusam-

mensetzt, hat sich der Devise verschrieben »lutter ensemble pour retourner vers la Vie« (S. 7). Im Chaos des sich auflösenden Dritten Reiches finden sie sogar die Unterstützung, wenn auch nicht ausnahmslos, der deutschen Zivilbevölkerung, die bis hin zur Anteilnahme reicht. Selbst deutsche Amtsträger wie Bürgermeister haben ihnen geholfen, wenn auch nicht ohne Hintergedanken. Ein Feldwebel der Wehrmacht requiriert sogar ein Privatquartier mit Verpflegung für sie. Daß sich diese Frauen in der Résistance engagiert haben, findet nur in einem Nebensatz Erwähnung. Leider erfährt der Leser wie auch in anderen Erlebnisberichten von Frauen nichts über die Art ihrer Aktivität im französischen Widerstand.

Wie in so vielen Fällen findet das Manuskript einer *résistante*, das bereits 1946 abgeschlossen und nur nahen Angehörigen bekannt war, erst post mortem seinen Weg in die Öffentlichkeit. Den Neffen und Herausgebern Patrick ANDRIVET und Pierre SAUVANET, von denen auch die kurze Einführung stammt, ist es zu verdanken, daß dieses ungewöhnliche Dokument der Zeitgeschichte einem breiten Publikum zugänglich gemacht wird.

Corinna v. LIST, Berlin

Hubert SPECKNER, In der Gewalt des Feindes. Kriegsgefangenenlager in der »Ostmark« 1939–1945, Munich (Oldenbourg) 2003, 352 p. (Kriegsfolgen-Forschung, 3), ISBN 3-486-56713-6, EUR 49,80.

Cet ouvrage constitue le troisième volume d'une série intitulée »Recherche sur les conséquences de la guerre«, dont les deux premiers ont été consacrés au rapatriement des prisonniers soviétiques dans leur patrie et au traitement des prisonniers allemands et autrichiens tombés dans les mains des Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. Le III^e Reich captura durant le conflit dix millions de soldats alliés, dont cinq millions de Soviétiques. Le régime de la détention dans les *Stalags* et les *Oflags* s'inspira étroitement des critères raciaux sur lesquels reposait le régime, les prisonniers slaves se situant au bas de l'échelle des valeurs nazies. Dès avant la guerre, le régime nazi avait planifié la mobilisation intensive des prisonniers au service de l'économie de guerre, et de fait, en 1943, plus de 90% des prisonniers dans les camps de l'*Ostmark* avaient une place de travail.

Longtemps, l'histoire des prisonniers n'a pas été abordée par la recherche: les raisons de cette lacune ont été essentiellement politiques. Les Allemands ont pu redouter les effets négatifs de tels travaux sur leurs relations avec les Occidentaux puis avec les Soviétiques, à l'époque de l'*Ostpolitik*. Mais en fait, c'est l'ensemble des belligérants qui n'ont pas toujours traité les prisonniers internés dans leurs camps conformément aux dispositions des conventions de Genève et de La Haye. De telles réserves n'ont aujourd'hui plus de raisons d'être, et le destin des prisonniers dans la Seconde Guerre mondiale peut à bon droit devenir un sujet d'histoire contemporaine. Cette publication, en forme d'étude monographique consacrée aux camps des XVII^e et XVIII^e régions militaires, correspondant au territoire de l'Autriche annexée au *Grand Reich*, constitue dans cette perspective un apport intéressant. Le point de vue adopté par l'auteur reste descriptif et phénoménologique, exclusivement centré sur l'histoire des camps de prisonniers, sur l'étude du traitement, du logement et de la nourriture, en marge des controverses historiographiques auxquelles donne lieu l'histoire du Troisième Reich. Le sort relativement privilégié des prisonniers occidentaux, et avant tout anglo-saxons, assistés par des puissances tutélaires et des organisations caritatives, dont la Croix-Rouge, fait bien ressortir *a contrario* le sort tragique des Soviétiques, non protégés par les dispositions de la convention de Genève de 1929, et plus exposés à la répression, y compris jusqu'à l'intérieur du camp de Mauthausen, où des fugitifs ainsi que des membres d'organisations illégales de résistance furent en particulier exécutés en 1944. De 1939 à 1945, sur un total de plus de 208 000 prisonniers internés dans les camps de l'*Ostmark*, 23 039 moururent, dont 22 121 Soviétiques contre seulement 20 Britanniques et 7 Américains:

exceptionnelle chez les Anglo-Saxons, la mort fut au contraire le sort commun de près de la moitié des prisonniers de guerre soviétiques.

Il faut malheureusement déplorer le déséquilibre du plan de l'ouvrage: le chapitre deux, qui traite des conditions générales de la détention dans les camps, couvre en effet à lui seul cent cinquante pages, soit près de la moitié du corps du texte, alors que les trois chapitres suivants ne se composent chacun que de quelques pages. Il y a ici une indéniable faiblesse dans la construction de l'ouvrage, à laquelle on aurait pu aisément remédier, et qui nuit indiscutablement à la qualité de l'ensemble.

Michel FABRÉGUET, Strasbourg

Stéphane SIMONNET, Atlas de la libération de la France. 6 juin 1944–8 mai 1945. Des débarquements aux villes libérées, Paris (Autrement) 2004, 80 S. (Collection Atlas/Mémoires), ISBN 2-7467-0495-1, EUR 14,95.

Die Befreiung Frankreichs ist eine nationale Legende, wenn auch in manchen Wertungen umstritten. Sie ist zugleich aber auch eine militärische Operation, eine hoch komplexe dazu. Und militärische Operationen bleiben ohne gute Karten zumeist unverständlich. Autor, Zeichner und Herausgeber des vorliegenden schmalen Bändchens haben es sich zur Aufgabe gemacht, durch eingängige graphische Darstellung den Ablauf der Kämpfe in Frankreich durchschaubar werden zu lassen.

Dieser Versuch ist ihnen im vollen Umfang gelungen. Nach einer Skizze der operativen Verteidigungsplanungen der Deutschen und des operativen Grundkonzepts der alliierten Landung in der Normandie – hier werden noch einmal die Fragen einer Landung im Pas-de-Calais oder eben östlich der Halbinsel Cotentin aufgearbeitet, ebenso wie die »Panzerkontroverse« zwischen Rommel und Rundstedt – folgt die schrittweise Präsentation der Kämpfe in den Brückenköpfen, deren Vereinigung und letztlich der Ausbruch. Worum ging es bei der Schlacht um Mortain? Wie entstand der »Kessel von Falaise«? Hier wird es verständlich. Alle Karten benutzen die gleiche farbliche Gestaltung und Symbolik; die Textteile beschränken sich auf das Wesentliche, so daß alles, was im Text erzählt wird, auch unschwer auf der daneben stehenden Karte wieder zu finden ist. Aussagekräftige Stärkevergleiche, sowohl graphisch als auch in Tabellenform, oder Zeitleisten ergänzen die eigentlichen Karten – einem modernen Verständnis des Begriffes »Atlas« entsprechend.

Es ist einem französischen Buch nicht zu verübeln, daß der Rolle der 2^e DB, also der 2. Panzerdivision unter dem legendären General Leclerc de Hauteclocque und der 1. französischen Armee unter General de Lattre de Tassigny, gebührende Aufmerksamkeit (und manchmal ein kleines bißchen mehr) gewidmet wird. Ebenso findet aber die Rolle der Résistance ihre Erwähnung, und die Spannungen zwischen dem kommunistischen und dem gaullistischen Widerstand werden keineswegs verschwiegen. Wie überhaupt der Band bei aller Ausrichtung auf das Operative die politische Dimension militärischen Handelns keineswegs außer acht läßt. So stehen am Ende Karten, die das Ergebnis der ersten Nachkriegswahlen illustrieren, dazu die Verteilung »spontaner Racheaktionen« und systematischer juristischer Aufarbeitung der von Deutschen und Franzosen begangenen Kriegsverbrechen. Selbst das Kahlsheren von Frauen, die mit Deutschen kollaboriert hatten, findet Erwähnung. Am Ende steht ein Thema, das in Deutschland häufig vergessen wird: die Repatriierung der Kriegsgefangenen und Zwangsarbeiter sowie ihre Eingliederung in die Nachkriegsgesellschaft.

Insgesamt ist hier ein schmales Bändchen entstanden, das jedem eine wertvolle Hilfe bietet, der sich mit der Geschichte der Befreiung Frankreichs von deutscher Besatzungsherrschaft näher befassen will.

Winfried HEINEMANN, Potsdam

François DELPLA, *La Libération de la France*, hg. von Jacques BAUMEL, Paris (Éditions de l'Archipel) 2004, 192 S., zahlr. Abb., ISBN 2-8418-7421-4, EUR 32,00.

Der vorliegende Bildband mit etwa 300 Abbildungen auf 192 Seiten ist in drei Schwerpunkte gegliedert, »La France captive«, »Les combats« und »Le retour à la légalité«. Delpla schildert den mühsamen Versuch der Sammlung und Abstimmung aller französischen Widerstandskräfte in Frankreich, Nordafrika und England vor der alliierten Landung. Er erwähnt das schmerzhafteste und lange nicht diskutierte Thema der vielen zivilen Bombenopfer in Frankreich durch die alliierten Bombenangriffe, welche auf die Deutschen zielten, die aber oft Frauen und Kinder traf. In den Monaten der Befreiung hatte de Gaulle erhebliche Schwierigkeiten zu überwinden, den Amerikanern und den Briten die nötigen Zugeständnisse und Hilfen abzurufen, welche die französische Kraft brauchte, um das Staatswesen von Grund auf neu zu organisieren. Dabei bestand de Gaulle auf dem Standpunkt, die Republik habe nie aufgehört zu existieren, sie mußte am 25. August 1944 in Paris nicht proklamiert werden, und er sei der Präsident der Regierung. In seinen Reden bekräftigte er demonstrativ die großen Anstrengungen, die alle Franzosen zu ihrer eigenen Befreiung unternahmen. De Gaulle sah mit Sorge die divergierenden politischen Strömungen in seinem Land, die oft nur schwer oder gar nicht zu vereinen waren und versuchte, die regionalen und lokalen Widerstandskräfte, die oft unter eigener Regie bei den Befreiungskämpfen handelten, einzubinden, was im Norden des Landes besser gelang als im Süden. Die Rückkehr zur »Gesetzmäßigkeit«, wobei alle bisher in den Schmutz getretenen Bürgerrechte wieder in Kraft gesetzt wurden, bildete eine der vordringlichsten Aufgaben, auf denen der neue Staat erst gedeihen konnte. Dabei war auch das Verhalten von Bürgern zu bewerten, die sich mit den Besatzungstruppen zu ihrem Vorteil einließen. Allen voran standen die Spitzenpolitiker der Regierung von Vichy. Das Land war über weite Strecken zerstört, und es fehlte an vielen Dingen des Grundbedarfs, wie Wohnungen, Strom und Nahrung. Die deutschen Kriegsgefangenen wurden zur Entschärfung der Landminen eingesetzt, zur handwerklichen Arbeit in den Städten und manchmal später mit Arbeitsverträgen als Freiarbeiter. Der Verfasser zeigt in ungewöhnlichem Kenntnisreichtum die vielen kleinen Facetten und vor allem die großen Schwierigkeiten, die manchmal heute schon in die Zeit zurückgesunken scheinen, welche die ganze Energie und Arbeitskraft einer Generation des französischen Volkes in Anspruch nahmen. Eine etwas ausführlichere Literaturnachweisung wäre dem so detailreichen und informativen Band gut angestanden.

Ludger TEWES, Bochum

Klaus EISTERER, *La présence française en Autriche (1945–1946)*. Volume II: Relations humaines – Questions économiques – Prisonniers de guerre – Le problème du Tyrol du Sud, Mont Saint Aignan (Publications de l'université de Rouen) 2004, 230 p. (Études autrichiennes, 13), ISBN 2-87775-382-4, EUR 20,00.

En 1998, Eisterer avait déjà présenté un excellent ouvrage, remarqué des spécialistes, »La présence française en Autriche (1945–1946)«. Son introduction de 1998 est, cette fois, judicieusement complétée par une nouvelle série d'études. La première évoque l'évolution de l'ambiance générale dans la Zone d'occupation française. Les occupants français sont conscients que l'écrasement du nazisme ne signifie pas son éradication définitive dans la mentalité de la population, même si l'Autriche n'est pas occupée dans la même perspective que l'Allemagne: depuis la déclaration de Moscou en 1943, les Alliés la considèrent, en effet, comme la première victime de l'Allemagne nazie. Ayant consulté des rapports sur la situation dans le Voralberg et le Tyrol, Eisterer est en mesure de rendre compte de l'état d'esprit de l'opinion lorsque les troupes françaises commencent à pénétrer au Voralberg le 29 avril 1945 dans des villes pavoisées par une population »aimable et prévenante«. Cet

excellent climat va rapidement se dégrader sous la pression des privations et des soucis sur le sort des prisonniers de guerre. S'y ajoute le scandale des relations entre des officiers français et des femmes compromises sous le nazisme. De plus, il se développe une « sorte de préjugé psychologique » contre la 4^e Division marocaine de montagne, bientôt remplacée par la 27^e Division Alpine, accueillie avec davantage de sympathie. Au Tyrol du Sud, la population espère longtemps que les Français leur permettent de rester autrichiens, un espoir bientôt déçu.

Un article est consacré au commerce extérieur de la Zone jusqu'en 1947 et à ses échanges commerciaux avec la Suisse, mettant en œuvre des solutions astucieuses et innovantes avec des répercussions considérables pour l'économie du pays. La Confédération helvétique devint en 1946 le principal partenaire commercial de l'Autriche. Un autre article traite du deuxième Accord de Contrôle du 28 juin 1946. Dès l'automne 1945, l'Autriche a un gouvernement reconnu par les Alliés et organise des élections libres. Les autorités françaises sont conscientes qu'il peut sembler paradoxal d'occuper un pays soi-disant ami et qu'une réorganisation du contrôle leur permettrait d'y effectuer des « réductions considérables » des unités militaires en définissant une « ligne claire » et plus généreuse. Il importe à Eisterer de dévoiler toute la force d'inertie développée par la bureaucratie de l'administration française au Tyrol pour s'opposer à la politique de son Commandant en chef en Autriche. L'article suivant évoque le problème épineux des prisonniers de guerre autrichiens sous contrôle français jusqu'en 1948, 60 000 cas environ à la fin de la guerre, en dépit de leur statut spécial depuis 1944, non séparés des prisonniers allemands dans les camps et affectés, comme eux, aux travaux des champs ou employés dans les usines et les mines. En septembre 1945, leur rapatriement est à l'ordre du jour, à l'exception des anciens nazis, détectés par une Commission de triage: un peu moins de 10% d'entre eux seront retenus. Le premier problème se pose à leur retour par rapport à la « fraternisation » de leurs femmes ou de leurs filles avec l'occupant. En outre, les rapatriés rencontrent mainte difficulté pour se réinsérer dans la société jusqu'à ce qu'une loi fédérale leur donne la préséance, souvent aux dépens des femmes au travail. En été 1948, il ne reste plus que 136 Autrichiens détenus en France.

L'ouvrage se termine sur la question du Tyrol du Sud et l'attitude du Haut Commandement en Autriche qui s'était éloignée de la ligne du Quai d'Orsay. C'est pourquoi, en dépit de l'immense déception ressentie au Tyrol face à la décision des Alliés, il n'y eut pas de manifestation d'hostilité envers les occupants français.

Anne-Marie CORBIN, Rouen

Wolfgang MÜLLER, *Die Universität des Saarlandes. Impressionen aus über 50 Jahren*, Erfurt (Sutton) 2002, 127 p., 200 ill., ISBN 3-89702-428-4, EUR 17,90.

Ce petit ouvrage rassemble plus de 220 photographies illustrant bien des aspects de l'évolution de l'université de la Sarre depuis sa fondation en 1948, précédée par l'ouverture des cours de médecine à l'hôpital régional de Hombourg en janvier 1946 bientôt « institutionnalisés » au sein de l'Institut sarrois d'études supérieures de l'université de Nancy inauguré en mars 1947 (étapes illustrées dans les premières pages de l'ouvrage). Ces photographies – toutes reproduites en noir et blanc – ont été regroupées en quatre chapitres chronologiques, respectivement consacrés aux origines (Hombourg, 1946/48), aux premiers temps de l'université bilingue (franco-allemande) à vocation européenne (1948/56), à l'université allemande, au lendemain du plébiscite consacrant le retour de la Sarre à la République fédérale, jusqu'aux événements de 1968, enfin aux évolutions de l'établissement de 1969 à 2002. Chaque partie est introduite par un commentaire concis et limpide de Müller, archiviste en chef, qui a sélectionné cette documentation dans les archives de l'université qu'il dirige depuis 1991. Pour chacune de ces périodes, les photographies retenues illustrent et complè-

tent les commentaires introductifs: les cérémonies officielles, d'abord en présence de l'occupant français, avec les autorités sarroises puis les plus hautes autorités de la République fédérale; les liens si étroits avec l'université de Nancy; le caractère franco-allemand de l'université des premières années (en particulier les recteurs français Jean Barriol et Joseph-François Angelloz, ou l'historien Jean-Baptiste Duroselle, alors enseignant à Sarrebruck); l'esprit européen et international (l'accueil d'étudiants étrangers à la gare de Sarrebruck en 1951, l'Institut européen fondé en 1951 également ...) le positionnement des étudiants sarrois face aux grands événements politiques (le plébiscite de la Sarre, les manifestations estudiantines de 1956 contre l'entrée des troupes soviétiques en Hongrie et l'intervention franco-britannique à Suez; les manifestations de 1968 contre la législation sur l'état d'urgence); la solidarité avec les étudiants et les ouvriers français en 1968; la venue de Daniel Cohn-Bendit à l'université de Sarrebruck). Les photographies illustrent aussi la vie universitaire, avec les enseignants, les cours, les laboratoires, les bibliothèques, les étudiants dans leurs relations aux enseignants et dans leur capacité à animer la vie du campus (le rôle de l'*Asta*, le sport, le théâtre, la mensa, les fêtes etc. ...), les structures et le développement du campus, avec l'évolution architecturale des bâtiments, les relations avec l'étranger et le lien toujours privilégié avec la France (la coopération avec l'Institut français en 1975, la remise du premier diplôme de thèse de doctorat en cotutelle franco-allemande en 1998 ...) et avec le Luxembourg (la signature de la charte de coopération universitaire Saar-Lor-Lux en 1984).

Avec cette belle publication, la collection »Campusbilder« a commencé sa publication en faisant le tour des universités allemandes les plus liées à la France depuis 1945: après les ouvrages consacrés à Fribourg et Tübingen (les deux seules universités allemandes situées en zone française d'occupation après 1945) et à Mayence (fondée ou re-fondée par le gouvernement militaire français en mai 1946 sur la rive gauche du Rhin), voici donc à l'honneur la deuxième université créée par les Français sur le sol allemand, celle qui, plus que toute autre, fut longtemps l'emblème et le moteur de la coopération universitaire franco-allemande.

Corine DEFRAANCE, Paris

Heribert SMOLINSKY (dir.), *Die Erforschung der Kirchengeschichte. Leben, Werk und Bedeutung von Hubert Jedin (1900–1980)*, Münster (Aschendorff) 2001, VI–116 p. (Katholisches Leben und Kirchenreform im Zeitalter der Glaubensspaltung, 61), ISBN 3-402-02982-0, EUR 17,40.

Titulaire de la chaire d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie catholique de l'université de Bonn, spécialiste renommé de l'Italie et auteur d'une histoire du Concile de Trente, Hubert Jedin, à travers de nombreux travaux, a fait bénéficier la communauté scientifique d'un très vaste éventail de compétences. Le volume réunit les contributions d'un colloque organisé par la »Gesellschaft zur Herausgabe des Corpus Catholicorum et la Thomas Morus Akademie« à Bensberg du 8 au 10 septembre 2000. Il témoigne des multiples facettes du chercheur, de l'enseignement et de l'acteur/témoin. Après une esquisse biographique sont examinés les activités de l'historien et de l'enseignant, la marque de sa région d'origine, la Silésie, sa recherche sur le Concile de Trente et son rôle d'acteur/témoin du Concile de Vatican II consigné dans un chapitre de sa biographie (*Lebensbericht*) (Mayence 1984, ch. 14: »Auf dem zweiten Vatikanischen Konzil 1962/63«, S. 197–219).

Frédéric HARTWEG, Strasbourg

Torsten DIEDRICH, *Waffen gegen das Volk. Der 17. Juni 1953 in der DDR*, Munich (Oldenburg), 2003, XV-259 p., ISBN 3-486-56735-7, EUR 19,80.

Après les célébrations du 60^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale qui, en Allemagne, plus qu'ailleurs, prirent un relief particulier, la frénésie¹ qui accompagna la commémoration du 50^e anniversaire du 17 juin 1953 est déjà presque oubliée. Pourtant, elle fut bien réelle. La vingtaine d'ouvrages publiés en 2003, allant du *best-seller* à l'ouvrage scientifique en passant par l'édition de documents, l'atteste aisément. L'ouvrage de Diederich, chercheur au Militärgeschichtliches Forschungsamt (MGFA) de Potsdam, est sans doute un des meilleurs ouvrages de synthèse de cette vague éditoriale. Ce spécialiste de la question propose ici de réécrire sa première synthèse de 1991², en y intégrant tant ce qu'il ressort d'archives alors inaccessibles que des précisions et nuances apportées par les études régionales.

Le livre suit un plan clair en trois parties détaillant tour à tour les causes, puis le soulèvement en soi, et enfin, les conséquences et interprétations du 17 juin. Diederich montre bien l'étendue des causes profondes de la révolte déclenchée par la hausse de cadences pour les ouvriers du bâtiment. Elles résident non seulement dans la mise en œuvre de la construction accélérée du socialisme, décidée lors du 2^e congrès du SED en juillet 1952, mais sont aussi en grande partie liées à la militarisation de l'économie et du pays. L'incapacité des dirigeants est-allemands à manager la crise qui s'en suivit, clairement perceptible depuis fin 1952, et surtout à communiquer efficacement sur le revirement imposé par le grand frère soviétique début juin 1953 laissa éclater cette colère en gestation. Diederich décrit par ailleurs non seulement le soulèvement à Berlin-Est mais analyse les autres foyers de révolte en RDA. Cette vision globale permet bien de comprendre tout le spectre des revendications et actions des manifestants, et en définitif de qualifier l'événement. Ainsi, le 17 juin 1953 est une «révolte populaire», non parce qu'il fut véritablement porté par le peuple, mais parce que la participation d'éléments les plus divers de la société montre que le soulèvement eut au moins ce potentiel et va au delà de la simple révolte ouvrière tant dans sa sociologie que dans ses revendications. L'auteur insiste également sur la répression du mouvement, ses acteurs et sa chronologie. Ceci lui permet de bien montrer – et c'est là le fruit de nouvelles recherches – la faillite de la majorité des organes de sécurité de RDA et notamment la défiance des dirigeants tant est-allemands que soviétiques envers la police populaire encasernée (KVP). L'importance, déjà connue, des Soviétiques dans la répression et l'échec du soulèvement en sort renforcée.

Diederich analyse enfin tout autant les conséquences, la portée et les enjeux du 17 juin 1953. Au terme de cette première remise en cause brutale du système socialiste, il montre comment les dirigeants affûtèrent les instruments de la répression – notamment la *Stasi* – et menèrent désormais une politique alternant la carotte et la bâton. L'on peut toutefois regretter que la lecture soit parfois rendue ardue à cause des très nombreux sigles qui jonchent les pages. Index et bibliographie à jour tout comme une carte de Berlin avec les points névralgiques de la révolte et une carte des principaux foyers de soulèvement à l'échelle nationale renforcent l'utilité de cet ouvrage, agrémenté, de surcroît, par une trentaine de photos.

Bernard LUDWIG, Paris/Jena

1 Edgar WOLFRUM, *Neue Erinnerungskultur? Die Massenmedialisierung des 17. Juni 1953*, in: *Aus Politik und Zeitgeschichte* 40-41 (2003), p. 33-39.

2 Torsten DIEDRICH, *Der 17. Juni 1953 in der DDR. Bewaffnete Gewalt gegen das Volk*, Berlin 1991.

Ina DIETZSCH, *Grenzen überschreiben. Deutsch-deutsche Briefwechsel 1948–1989*, Cologne, Weimar, Vienne (Böhlau) 2004, 202 p. (Alltag und Kultur), ISBN 3-412-16203-5, EUR 24,90.

Dietzsch nous livre les résultats du projet, lancé en 1994 avec une collègue, de rassembler des exemples de correspondance entre Allemands de l'Ouest et de l'Est. Elle se pense comme une ethnologue qui établit des ponts entre diverses cultures pour »déchiffrer la langue des auteurs dans leur contexte personnel et transférer leur expérience à un niveau plus abstrait« dans son propre langage, celui aussi d'une autre génération. En effet, la longue période de la partition de l'Allemagne donne lieu à des échanges de correspondance d'un type particulier entre les membres des familles ou des groupes d'amis séparés, qui ne veulent pas perdre définitivement tout contact.

Selon un enquête de l'Institut Allensbach de février 1953, 44% des citoyens de la République fédérale disaient avoir des amis ou de la famille en RDA ou à Berlin-Est (32% encore en 1989), 10% d'entre eux leur écrivaient souvent, 20% parfois et 30% au moins à Noël. En juillet 1970, ils n'étaient plus que 7% à écrire fréquemment et 14% de temps à autre. Il existait même des lettres quotidiennes. Les femmes n'étaient pas les seules à prendre la plume. Et parfois les lettres étaient échangées entre des personnes qui ne s'étaient jamais rencontrées. Pour analyser ce corpus (7 correspondances choisies parmi 29 et 5 présentées dans l'ouvrage), Dietzsch se concentre sur quelques exemples, dont elle ne précise pas les critères de sélection. Elle va avoir recours à tout un appareil méthodologique et théorique pour prendre en compte le cadre référentiel des partenaires, les rituels entretenus par eux et toute la dimension autobiographique de ces évocations de souvenirs. Elle va aussi s'attacher à ne pas négliger les conditions particulières de ces échanges de lettres, soumis en RDA à la censure.

Au centre de ce travail, on va trouver la thématique de la compréhension et de l'incompréhension mutuelle, la lettre devenant le lieu de multiples interprétations, et donc source de conflits dans des systèmes politiques différents. Mais ces conflits, il s'agit de les réduire au minimum pour parvenir à maintenir le contact. La lettre est aussi la forme institutionnalisée de la thématique du Moi dans ces lettres d'une communauté familiale qui s'adresse à un de ses membres éloignés pour pallier son absence: toute la famille ou le groupe d'amis pouvait éventuellement y avoir accès, ce qui donne un statut semi-public à une correspondance privée. Il faut aussi tenir compte de l'indispensable adaptation de ces courriers à l'éventualité non négligeable de leur contrôle par les agents de la *Stasi*, qui poussait à l'auto-censure ou à l'utilisation de codes. La durée des correspondances s'échelonne de 34 à 43 ans. Il existe plus de 400 lettres d'un oncle à sa nièce de Leipzig et un nombre tout aussi important de lettres entre deux familles de Essen et de Leipzig. Des centres d'intérêt communs vont permettre de pérenniser les relations, qu'il s'agisse d'amies d'enfance, de familles de pasteurs ou de familles nombreuses qui désirent évoquer ensemble les problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie et la manière dont ils parviennent – ou non – à les résoudre. Une collection, comme celle de timbres, peut être à l'origine d'une amitié durable. Et – phénomène intéressant – les rencontres ou les difficultés qu'il y a à les effectuer, surtout de l'Est vers l'Ouest – ne constituent nullement un obstacle à l'échange d'informations ou de cadeaux.

Dietzsch fait un choix judicieux d'extraits thématiques de ces lettres et en reproduit certaines intégralement. C'est un travail vivant, parfois amusant, souvent angoissant, qui permet de jeter un œil neuf sur les relations inter-allemandes.

Anne-Marie CORBIN, Rouen

Dierk HOFFMANN, Hermann WENTKER (dir.), *Das letzte Jahr der SBZ. Politische Weichenstellungen und Kontinuitäten im Prozeß der Gründung der DDR*, Munich (Oldenbourg) 2000, 296 p. (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, Sondernummer), ISBN 3-486-64506-4, EUR 49,80.

Après une introduction des deux directeurs du volume, celui-ci ouvre avec le texte d'un témoin/acteur politique, Wolfgang Mischnick, élu en octobre 1947 vice-président du parti libéral LDP en Saxe, mais dont l'élection ne fut pas validée par l'administration militaire soviétique SMAD, mesure entraînant en plus une interdiction de publication et de prise de parole en public. Ce témoignage est particulièrement précieux, dans la mesure où W. Mischnick fut ensuite ministre et l'un des responsables au niveau fédéral du FDP. Il fut aussi l'un des acteurs de premier plan qui dès avant 1969 œuvrèrent pour le maintien d'une communication, discrète ou publique entre l'Ouest et l'Est de l'Allemagne.

Les treize contributions du volume émanent d'auteurs travaillant dans différents instituts de recherche, souvent à l'Institut de l'histoire du temps présent de Munich (et de son antenne berlinoise) qui est l'éditeur de l'ouvrage. Elles sont regroupées sous trois rubriques traitant des orientations et décisions politiques fondamentales, du choix entre maintien ou partition de la nation, de la centralisation et de l'édification des instances politiques comme préludes à la création de la RDA, enfin des bouleversements sociaux, culturels et économiques mis en œuvre dans la même perspective. On regrettera l'absence d'une contribution sur les rapports avec les Églises qui constituent une importante pierre de touche sur la nature du régime mis en place. Toutes ces études montrent à quel point – même si l'Union soviétique se garde diverses options – la période de la Zone soviétique d'occupation, et plus particulièrement les années 1945/49, préfigurent et préparent l'établissement du régime de la RDA.

Frédéric HARTWEG, Strasbourg

Wolf D. GRUNER, Wichard WOYKE, *Europa-Lexikon. Länder, Politik, Institutionen*, München (C. H. Beck) 2004, 505 S., ISBN 3-406-49425-0, EUR 19,90.

Wissenschaftler und Intellektuelle waren oftmals auch Träger des europäischen Einheitsgedankens. So streben auch die Autoren des vorliegenden Lexikons ausdrücklich nicht ausschließlich wissenschaftliche Ziele an, sondern hoffen, eine Voraussetzung für die weitere europäische Einigung zu schaffen mit der Vertiefung des »Verständnis(es) vom anderen« (S. 9) Damit stellen sie sich in eine Tradition, die im ersten Teil des Lexikons in ihren Grundzügen geschildert wird. Der Begriff von Europa, so halten GRUNER und WOYKE aufbauend auf Forschungen von Michael Gehler, Wolfgang Schmale und René Girault fest, wurde seit der Antike immer wieder neu konstruiert, und zwar in zweierlei Hinsicht: Positiv dominierten seit dem Mittelalter Interpretationsmuster, die sich unter den Begriffen von Antike und Christentum zusammenfassen lassen. Ebenso wirkungsmächtig waren Interpretationsansätze, die Europa als Abgrenzung gegen andere, wie auch immer empfundene Lebensweisen, entwarfen. Gruner und Woyke stellen ihren Entwurf in die positive, inkludierende Tradition der Europa-Konstruktionen.

Diesem Ziel dienen drei Kapitel: Das erste behandelt in Überblicksartikeln die Idee von Europa seit der Antike, Politik und Gesellschaft sowie Wirtschaft und Recht des modernen Europa. Das zweite hat die europäischen Nationalstaaten zum Thema, die mit ihrem politischen System und ihrer Europapolitik kurz vorgestellt werden. Das dritte schließlich stellt die für Europa relevanten internationalen Organisationen vom »Ausschuß der Regionen« bis zur »Wirtschafts- und Währungsunion« vor. Gewiß kann man an ein solches Lexikon kritische Fragen stellen: Warum werden die gemeinsame europäische Agrarpolitik oder auch die Wettbewerbspolitik als zentrale Politikfelder der EU nicht erwähnt, wohl aber die für die gegenwärtige Politik weniger bedeutsame Europäische Verteidigungsgemeinschaft

(EVG), die zu Beginn der fünfziger Jahre diskutiert wurde? Oder warum Polen im Länderkapitel Nord- und nicht Ost- oder Mitteleuropa zugeschlagen wurde? Doch das sind Kleinigkeiten. Insgesamt liegt ein Lexikon vor, das seine europapolitischen Absichten wohl erfüllen kann, zugleich aber auch in der akademischen und schulischen Ausbildung von hohem Nutzen sein dürfte.

Guido THIEMEYER, Kassel/Siegen

André NOUSCHI, *La France et le pétrole de 1924 à nos jours*, Paris (Picard) 2001, 451 S., ISBN 2-7084-0598-5, EUR 37,00.

Das geschichtswissenschaftliche Interesse an der Erdölindustrie wächst erst seit einigen Jahren. Das ist insofern verwunderlich, als es sich bei dieser Industrie nicht nur um einen enorm wichtigen Wirtschaftsfaktor handelt, sondern überdies um einen, der sowohl aus wirtschafts-, als auch aus politik- oder diplomatiegeschichtlicher Perspektive wichtige Erkenntnisse verspricht. Und es ist ein besonderes Verdienst, daß Nouschi, Honorarprofessor an der Universität Nizza und bereits mit mehreren einschlägigen »Vorstudien« hervorgetreten, die genannten Dimensionen in seiner umfassenden Arbeit auch tatsächlich einbezieht. Ausgewertet hat er dafür eine beeindruckende Zahl von Beständen u. a. in den Archives nationales, in den Archiven des Außenministeriums und der Industrie- und Handelskammer von Marseille, außerdem den Nachlass Mendès-France und selbstverständlich die Unterlagen im Archiv der »Compagnie française des pétroles« (CFP), die im Zentrum der Untersuchung steht; selbst auf britische (Public Record Office) und italienische Archive (Archivio Storico) erstreckten sich seine Recherchen. Erwähnt zu werden verdienen ferner die gewaltige Menge an gedruckten Quellen, darunter Dokumente der Chambre des députés und der Assemblée nationale, Statistiken, Zeitschriften und Zeitungen, schließlich die einschlägige französisch- und englischsprachige Fachliteratur.

Eine Darstellung, die fast ein Jh. umfaßt, bedarf – will sie sich nicht im Chronologischen erschöpfen – einer strukturierenden Gliederung. Nouschi hat sich für einen an wichtigen politisch-ökonomischen Zäsuren ausgerichteten Aufbau entschieden: Der erste Teil umgreift demnach die Zeit von 1924, dem Gründungsjahr der CFP, bis zum Ende des Zweiten Weltkriegs; der zweite widmet sich den Jahren bis zum Ausbruch der Weltwirtschaftskrise 1973; der dritte reicht bis in die Gegenwart. Innerhalb der einzelnen Teile wechseln sich eher chronologisch angelegte mit thematischen Kapiteln ab. Im ersten Teil kommen u. a. die Gründung der CFP, der Konflikt mit amerikanischen und britischen Konzernen, die beginnende staatliche Einmischung sowie der Anstieg der privaten und öffentlichen Investitionen im Erdölsektor sowie die Maßnahmen der deutschen Besatzungsmacht zur Sprache, aber auch die verschiedenen Verwendungsformen des Erdöls. Im zweiten Teil stehen die Bemühungen um den Wiederaufbau und die Anpassung der französischen Erdölindustrie an die sich wandelnden internationalen Marktbedingungen sowie die rasante Expansion der CFP und ihrer neuen französischen Konkurrenz ERAP/ELF im Mittelpunkt. Die letzten Kapitel behandeln die politischen Konflikte im Nahen und Mittleren Osten, insbesondere die Suez-Krise und die israelisch-arabischen Kriege mit besonderem Akzent auf der Rolle Frankreichs. Der dritte Teil behandelt das letzte Viertel des 20. Jhs. vom Jom Kippur-Krieg und von der durch den dramatischen Anstieg der Ölpreise ausgelösten Weltwirtschaftskrise über die französische Reaktion auf diese Krise, die Rolle der OPEC und die Veränderungen in der Erdölindustrie Frankreichs einschließlich der Privatisierungsbemühungen bis zu den Kontroversen über die Zukunft des »französischen Kapitalismus«, die von der Entwicklung im Erdölsektor wichtige Impulse erhielten.

Nouschi kann nicht nur zeigen, welche entscheidende Rolle der Staat in diesem Prozeß der Entstehung und Entwicklung der Erdölindustrie in Frankreich spielte – zumindest bis in

die 1980/90er Jahre, als sich der Staat im Zeichen der neoliberalen Wende allmählich zurückzog. Er vermag auch die vielfältigen (außen-)politischen Interdependenzen zu verdeutlichen, die für diesen Sektor charakteristisch sind. Dank der zahlreichen Schaubilder, Statistiken und auszugsweise wiedergegebenen Texte wichtiger Quellen stellt das Buch für jeden, der sich mit dieser Thematik beschäftigen möchte, eine wahre Fundgrube dar.

Werner BÜHRER, München

Agnès CALLU, Hervé LEMOINE, *Le Patrimoine sonore et audiovisuel français: entre archives et témoignage, guide de recherches en sciences sociales, préfaces d'Emmanuel LE ROY LADURIE et de Jean CLUZEL, postface de Jacques RIGAUD*, Paris (Belin) 2005, 7 vol. – Vol. 1: *L'audiovisuel et les sciences*, 347 p., ISBN 2-7011-4016-1; vol. 2: *Le dépôt légal, les institutions partenaires*, 117 p., ISBN 2-7011-4017-X; vol. 3: *Paris et l'Île de France*, 478 p., ISBN 2-7011-4018-8; vol. 4: *Le Nord*, 367 p., ISBN 2-7011-4019-6; vol. 5: *Le Sud*, 391 p., ISBN 2-7011-4020-X; vol. 6: *Histoire des techniques et droits appliqués*, 215 p., ISBN 2-7011-4021-8; vol. 7: *Florilège d'images et de sons & index interactif sur CD et DVD*, Brochure, EUR 375,00.

Pensée comme une somme de références visant à établir une cartographie raisonnée des collections sonores et audiovisuelles françaises, cet ouvrage propose, pour la première fois, à l'échelle nationale, un millier de structures patrimoniales, associatives, universitaires, etc. détentrices d'un patrimoine qui, depuis les dernières décennies, intègre le champ de la recherche puisqu'il acquiert, par la critique et l'exploitation qui en est faite, le statut de matériau historique. Une cartographie générale des fonds, établie par secteurs géographiques puis organisée par branches structurelles: les archives, les médiathèques, les musées, les universités et lieux de mémoire, les centres de documentation, les services d'information, les pôles audiovisuels et les chaînes et antennes médiatiques, se présente sous la forme de quatre volumes. Le Guide est introduit par une mise en perspective historique reposant sur l'examen ›sur pièces‹ de la documentation mise à jour. Il se clôture par un tome biface: une histoire des techniques cinématographiques, sonores et audiovisuelles qui, nées avec le siècle, portent les ressources du temps présent et un précis juridique espérant, sinon démêler l'écheveau des textes législatifs français et européens, accompagner tous ceux qui voudront entendre et voir des extraits de ce patrimoine. Un index interactif, conçu comme une aide à la recherche et un DVD, alimenté principalement par les collections de l'Institut des archives sonores et celles de l'ECPAD, finalisent l'ensemble. Cet ouvrage milite pour un contenu éditorial encyclopédique et transverse; il espère le décloisonnement des disciplines et la mutualisation des savoirs; il souhaite le rapprochement intellectuel d'institutions nationales et d'initiatives délocalisées, parfois privées.

Compte rendu des auteurs